**TERMES DE REFERENCE**

**Appel à candidature pour recrutement d’un consultant chargé de**

**Etude sur les mutilations génitales féminines chez les migrantes au Maroc.**

**Avril 2024**

# **Introduction**

Recrutement d’un-e consultant-e national-e pour la réalisation d’une étude sur l’état des lieux de mutilation génitale chez les migrantes au Maroc.

# **CONTEXTE ET JUSTIFICATIF**

La pertinence du plaidoyer en faveur des droits de la femme et des diversités de genres dans le cadre du système international des droits humains n’est plus à démontrer. Notamment, pour lutter contre les pratiques néfastes concernant les inégalités sociales, politiques et économiques qui touchent plus particulièrement les femmes.

Les mutilations génitales féminines (MGF) est l’une des pratiques néfastes demeurant une violation grave des droits humains et une pratique préjudiciable à la santé et au bien-être des femmes et des filles. Bien que des progrès aient été réalisés dans la lutte contre les MGF, elles persistent encore dans de nombreux pays.

Les mutilations génitales féminines (MGF) demeurent un sujet préoccupant dans la région MENA. Selon les recherches et les données disponibles, il est évident que les MGF sont pratiqués dans plusieurs pays de la région. Elles se présentent sous différentes formes, allant de l'excision clitoridienne à l'infibulation. La prévalence des MGF varie d'un pays à l'autre, mais des enquêtes révèlent une prévalence élevée dans des pays tels que l'Égypte, le Soudan et l'Érythrée. Les conséquences physiques et psychologiques des MGF sont graves et peuvent inclure des problèmes de santé à court terme et à long terme, tels que des infections, des douleurs chroniques et des complications lors de l'accouchement. Il est essentiel de comprendre et de documenter l'étendue de ce problème dans la région afin de mettre en place des stratégies efficaces pour éliminer les MGF.

La situation des mutilations génitales féminines chez les migrants au Maroc n’est pas connue. Une seule étude à notre connaissance a montré que parmi les migrantes recrutéEs 30% de ces migrantes ont eu une mutilation génitale (Acharaii et al, 2023). Nous savons très bien qu’n profil commun parmi les migrantes concernées est celui de jeunes filles âgées entre 5 et 15 ans, originaires de pays où les mutilations génitales féminines sont largement pratiquées. Ces migrantes sont souvent victimes de pressions sociales et culturelles, ainsi que de croyances erronées sur la féminité et la sexualité. Les facteurs derisque comprennent également les mariages précoces et forcés, ainsi que la faible éducation et l'isolement social. Malheureusement, l'accès aux soins et au soutien pour les migrants victimes de mutilations génitales féminines est limité. Les services de santé et de soutien adaptés à leurs besoins spécifiques sont insuffisants et ils rencontrent souvent des obstacles linguistiques et culturels. En effet, il est important d’explorer l’état des lieux de ce phénomène au Maroc, Identifier les facteurs de risque et de protection associés aux MGF au Maroc, en mettant en évidence les déterminants sociaux, culturels afin de renforcer l'accès à des services de santé sensibles à la migration et à la violence basée sur le genre, afin de garantir le soutien et la guérison des victimes de mutilations génitales féminines parmi les migrantes au Maroc.

Dans ce sens, cette consultation vise à mieux comprendre la situation des MGF au Maroc, en identifiant les facteurs de risque, les interventions efficaces, et les défis à relever pour les éliminer.

# **OBJECTIFS DE LA MISSION**

**Objectif général :**

Contribuer à la prévention des mutilations génitales chez les femmes migrantes au Maroc

**Objectifs spécifiques :**

* Déterminer la prévalence des mutilations génitales féminines chez les migrantes au Maroc (deux régions)
* Explorer les connaissances, attitudes et pratiques des femmes, des hommes et des prestataires de soins de santé concernant les mutilations génitales féminines.
* Proposer des recommandations pour la prévention des mutilations génitales féminines et l'amélioration de la prise en charge desmigrantes affectées au Maroc.

# **PROFIL DU CONSULTANT**

La/le consultant(e) doit avoir les compétences et les qualifications suivantes :

* Spécialiste en santé publique et/ou le cas échéant spécialiste en Gynéco-Obstétrique avec une expertise confirmée en santé publique,
* Une expérience professionnelle confirmée de 10 ans minimum
* Une bonne connaissance du système de santé national,
* Une parfaite connaissance du référentiel international, national et des programmes de SSR,
* Une expérience dans la réalisation des études similaires,
* Très bonne capacité rédactionnelle en français

L’offre est ouverte pour un/e consultant/e ou une équipe de consultant-e-s

# **DEROULEMENT DE L’ACTIVITE ET LES LIVRABLES ATTENDUS**

* Livrable 1 : Une note méthodologique
* Livrable 2 : Revue de littérature et protocole de conduite de l’étude
* Livrable 3 : Rapport des résultats de l’étude et des recommandations
* Livrable 4 : Résumé exécutif de l’étude et présentation en PPT.

Les livrables doivent être élaborés en langue française.

# **MODALITE DE PAYEMENT**

A la réception des livrables.

# **DOSSIER DE CANDIDATURE**

Les consultants soumissionnaires doivent fournir dans le cadre de leur proposition les éléments suivants :

Une note méthodologique spécifiant l’approche qui sera adoptée pour la consultation et le calendrier d’exécution ; CV du consultant, indiquant les expériences dans les domaines cités ci-dessus ; Une offre financière détaillée

OPALS et l’UNFPA à Rabat se réserve le droit de vérifier la véracité des déclarations du titulaire et lui demander de produire les justificatifs confirmant ses déclarations.

# **EVALUATION DES OFFRES**

L’évaluation des offres se déroulera en deux temps : L’évaluation de l’offre technique, puis l’ouverture et la comparaison des propositions financières.

**Phase 1**: Analyse technique comparative des offres

Pendant cette phase, il sera procédé à la comparaison technique des offres. Une note technique T sur 100 sera attribuée à chaque offre, sur la base du barème suivant :

|  |  |
| --- | --- |
| **Qualification et compétences de/des consultant-s** | **50** |
| * Diplômes et expérience professionnelle
* Une bonne connaissance en droit de l’Homme, notamment des principes de l’égalité et la non-discrimination et jeunesse
* Une parfaite connaissance du référentiel national et international en droit humains et maitrise du contexte socioculturel marocain
* Une connaissance des questions liées à la problématique des discriminations à l’égard de femmes et des jeunes filles
* Très bonne capacité rédactionnelle en français
 |  |
| **Méthodologie et plan de travail**  | **50** |
| * Qualité de la note méthodologique décrivant l’approche et les outils préconisés pour la bonne réalisation de toutes les étapes de la mission
* Réalisme du calendrier d’exécution et respect des délais
* Valeur ajoutée de l’approche méthodologique par rapport aux spécifications des TDR
 |  |
| Note T (Total)  | **100** |

**Important** : Seront systématiquement éliminées à l’issue de cette phase toutes les offres ayant obtenu une note technique inférieure à la note minimale de 50 points, qui représente 70% des de la note maximale des offres techniques (100 points)

**Phase 2**: Analyse financière comparative des offres

A l’issue de cette phase, chaque offre financière sera dotée d’une note (F) sur 100 :

|  |  |
| --- | --- |
| La note 100 sera attribuée à l’offre valable techniquement et la moins-disante. Pour les autres offres, la note sera calculée au moyen de la formule suivante : PminF= 100 \* -------------------- P  | P : Prix de l’offre Pmin : Prix de l’offre valable techniquement et le moins disant.  |

**Phase 3 :**Analyse technico-financière

|  |  |
| --- | --- |
| Les notes techniques (T) et financières (F) obtenues pour chaque offre seront pondérées respectivement par les coefficients suivants : 70% pour l’offre technique 30% pour l’offre financière  | N= 0,7 \* T + 0,3\* F  |

Le Contrat sera adjugé à l’offre ayant obtenu la note « N » la plus élevée.

# **DEPOT DU DOSSIER DE CANDIDATURE**

Les consultants(es) intéressés(es) sont priés(es) d’envoyer leurs offres au plus tard le Lundi 15 avril 2024 à 16h00 GMT+1 à l’adresse suivante : Mail : admi.opalsmaroc@gmail.com

Le sujet de l’email doit impérativement porter la mention suivante « **Etude sur les mutilations génitales féminines chez les migrantes au Maroc** »

Les dossiers qui parviendraient après la date et heure limites fixées ci-dessus ne seront pas pris en compte.

Veuillez trouver ci-après le téléphone et le fax à toutes fins utiles.

**Tél :** 053765 71 21 / **Fax :** 05 37 65 31 08